

La fusion des régions : entre échec financier et charcutage électoral de grande ampleur

écrit par Joël | 28 septembre 2019



La fusion de régions s'avère, comme prévu, être un gouffre financier :

Fusion des régions : le bilan sévère de la Cour des comptes

La réforme territoriale n'a pas permis de dégager les économies escomptées. Elle a au contraire coûté plus de 200 millions d'euros, cingle un rapport de la Cour des comptes.



Les dépenses globales ont enflé de 207 millions d'euros entre 2015 et 2018, selon un rapport de la Cour des comptes publié mardi. LP/Olivier Boite

Par Stanislas de Livonnière et Gaëtane Morin

Un coup d'épée dans l'eau.

La fusion des régions, qui sont passées de 22 à 13 (plus 5 outre-mer) au 1er janvier 2016 sous l'impulsion de François Hollande, n'a pas permis de dégager les 10 milliards d'euros d'économies escomptées.

Bien au contraire!

Les dépenses globales à périmètre constant ont enflé de 207 millions d'euros entre 2015 et 2018, selon un rapport de la Cour des comptes publié mardi.

L'institution, présidée par l'ancien socialiste Didier Migaud, épingle notamment le Centre-Val de Loire, plus mauvais élève avec + 16 %, l'Occitanie (+ 11,7 %), la Bretagne (+ 9,5 %) et la Normandie (+ 9 %).

Et révèle, en creux, une réforme mal pensée, décidée sur un

coin de table à l'Elysée et mise en œuvre à la va-vite.

NDLR : Très bien pensée au contraire, comme on le verra à la fin de cet article.

« La fusion des régions n'était qu'un des volets de la réforme territoriale, défend André Vallini, ancien secrétaire d'Etat en charge du dossier. On prévoyait aussi, initialement, de supprimer les départements, de regrouper les intercommunalités et les syndicats intercommunaux. Mais le débat parlementaire ne nous a pas permis d'aller aussi loin. »

Des économies marginales

Les économies d'échelle annoncées sont donc restées marginales, essentiellement cantonnées aux contrats d'assurance, dépenses énergétiques, achats de fournitures, frais postaux et télécommunications.

Les coûts de personnel, de structure et de fonctionnement ont, eux, explosé dans la plupart des régions fusionnées, qui ont fait le choix de préserver les équilibres géographiques préexistant à la réforme.

Motif invoqué : ne pas froisser les habitants des territoires « lésés ».

Le siège du conseil régional en Normandie a ainsi été fixé à Caen, mais Rouen, qui conserve son hôtel de région, accueille toujours deux réunions annuelles et Le Havre, une.

Les élus et les agents multiplient donc les déplacements, avec leur lot de dépenses supplémentaires.

« La construction d'un immeuble rassemblant nos 600 fonctionnaires à Caen ou à Rouen, aurait eu un coût exorbitant », fait valoir Hervé Morin, président centriste de la région.

Frais de structure et de mobilité

En Occitanie, où cohabitent désormais 13 départements pour 6 millions d'habitants, la facture est encore plus salée.

Faute de disposer d'un hémicycle assez grand à Montpellier, la présidente de la région, Carole Delga, est contrainte de louer le parc des expositions de Montpellier pour accueillir ses 158 conseillers régionaux en séance.

Prix à payer : 137 000 euros par réunion, d'après l'opposition.

« De tels schémas, peu adaptés à la rationalisation des moyens, ont laissé à ce stade peu de marges de manœuvre pour réaliser des économies, tout en introduisant un facteur de complexité dans l'organisation des services et le management des équipes », épingle la Cour des comptes.

Une masse salariale en forte hausse

D'autant qu'à ses frais de structure et de mobilité s'ajoutent les dépenses de personnel, en forte hausse.

La masse salariale augmente chaque année de 50 millions d'euros environ, estiment les magistrats.

« Il fallait bien harmoniser les salaires entre les agents de Haute et Basse-Normandie, et personne n'accepterait de gagner moins »,

justifie Hervé Morin, qui reconnaît un alignement des indemnités par le haut.

« Le nivellement nous a coûté 7 millions d'euros, mais nous avons obtenu des contreparties : généralisation des 35 heures hebdomadaires, polyvalence des postes dans les lycées et lutte contre l'absentéisme. Cela devrait permettre de dégager une

économie de 8 millions d'euros dès cette année » ,

À rebours de l'impression laissée par le rapport, Morin, également président de l'Association des régions de France, estime que la fusion des régions était une bonne réforme.

À condition, nuance-t-il, d'aller plus loin dans la décentralisation et d'élargir les compétences régionales.

NDLR2: le retour des grands féodaux en quelque sorte. 1300 ans de politique royale, suivie de 200 ans de politique républicaine ruinée en quelques décennies .

Ce qu'il vient de demander, ce mercredi, avec 15 autres patrons de région.

<http://www.leparisien.fr/politique/fusion-des-regions-le-bilan-severe-de-la-cour-des-comptes-25-09-2019-8159958.php>

Mais alors, pourquoi cette fusion calamiteuse ?

La réponse nous est donnée par ce représentant du PS :

Bien qu'éloigné aujourd'hui des affaires, Christian Eckert (PS), ancien secrétaire d'Etat au Budget et ancien professeur de mathématiques, évalue la fusion des régions, la copie des finances et de la fiscalité locale du gouvernement. Sévère, mais juste.

Quel bilan tirez-vous de la fusion des régions ?

La fusion des régions a été présentée à tort sous l'angle des économies.

En réalité, le redécoupage n'a pas spécialement été fait pour économiser de l'argent. Il a été décidé pour contrer la présence forte du Front national (désormais Rassemblement National, ndlr) dans certaines régions, comme le Nord ou l'Occitanie.

Si c'était à refaire, je n'aurais personnellement pas poussé pour faire cette réforme

[.https://www.lagazettedescommunes.com/640315/christian-eckert-la-fusion-des-regions-a-ete-decidee-pour-contrer-le-rn/](https://www.lagazettedescommunes.com/640315/christian-eckert-la-fusion-des-regions-a-ete-decidee-pour-contrer-le-rn/)